

20241224 Mediacités

<https://www.mediacites.fr/reportage/lille/2024/12/12/a-calais-les-exiles-abandonnes-face-aux-traumatismes-des-naufrages/>

A Calais, les exilés abandonnés face aux traumatismes des naufrages

Simon Mauvieux et Maël Galisson. Photos : Valentina Camu

Depuis le début de l'année, au moins 72 migrants sont morts en tentant de traverser la Manche. Pour les rescapés, il faut ensuite vivre avec les souvenirs traumatisants des naufrages. Face à l'inaction des autorités, des associations humanitaires et citoyennes proposent un accompagnement psychologique indispensable.



Avec au moins 72 morts et une vingtaine de disparus, 2024 aura été l'année la plus meurtrière depuis 25 ans pour les migrants qui tentent de traverser la Manche. Photo : Valentina Camu

Osama Ahmed serre fort ses mains, les relâche pour mieux les serrer fort de nouveau. Le geste est répété en boucle. Les traits de son visage sont marqués, les yeux cernés. « Je ne dors que quelques heures par nuit ces derniers jours », explique-t-il, tandis que son corps est régulièrement pris de tremblements. Et d'ajouter, presque en s'excusant : « Je tremble ainsi depuis le naufrage ».

Osama est un des rescapés du naufrage survenu au large de Calais le 23 octobre dernier. Officiellement, cet incident a fait trois victimes. Pourtant, dans les jours qui ont suivi, des alertes lancées par des proches ou des associatifs ont révélé que le bilan était beaucoup plus lourd et qu'au moins treize personnes étaient portées disparues. Parmi elles, Ahmed Ahmed, le père d'Osama.



Rescapé du naufrage survenu le 23 octobre 2024 au large de Calais, Osama Ahmed a été accueilli par les bénévoles de la Maison Margelle. Photo : Valentina Camu

Le Syrien de 20 ans, originaire d'Alep, garde en mémoire tous les détails de cette terrible nuit : « L'embarcation se trouvait à environ deux ou trois kilomètres des côtes quand un des flotteurs a explosé, raconte Osama, alors que tout le monde est tombé à l'eau ». Son père et lui s'accrochent comme ils le peuvent à l'épave du zodiac, environ une heure durant, tentant de survivre avec des dizaines d'autres naufragés au milieu des eaux glaciales du Channel. « À un moment, on a été séparés, mon père s'est retrouvé de l'autre côté du pneumatique, je ne le voyais plus, je ne l'entendais plus », souffle Osama. Il n'a, depuis ce moment-là, plus jamais eu de nouvelles de son père.

Osama et quarante-sept autres naufragés sont secourus au cours d'une opération de sauvetage coordonnée par le Cross Gris-Nez. Nulle trace d'Ahmed parmi les rescapés. « J'ai aussi vu les sauveteurs récupérer les corps de trois personnes noyées », se souvient le jeune Syrien. Il perd connaissance peu de temps après sur le bateau de sauvetage et se réveille plusieurs heures plus tard à l'hôpital, les jambes couvertes de brûlures chimiques causées par le mélange d'eau de mer et de carburant issu du moteur du zodiac.

À sa sortie de l'hôpital, Osama est accueilli par les bénévoles de la maison Margelle, lieu d'accueil citoyen qui offre un répit aux migrants présents à Calais. Cela lui évite ainsi de retourner vivre à la rue. Il n'a alors qu'une idée en tête : savoir ce qu'est devenu son père.

Le jeune rescapé sillonne les campements d'exilés de la ville, rencontre à plusieurs reprises différents services de police, mobilise la presse. « Les jours qui ont suivi le naufrage, Osama était comme fou, rapporte Firas*, un ami rencontré sur la route de l'exil en Grèce et hébergé lui aussi à la Margelle, il n'arrivait pas à se rendre compte de la situation et à accepter ce qu'il s'était passé ».

« Je vois le visage de mon père quand je rencontre des gens, s'émeut Osama, je m'écrie : « Ah, c'est mon père ! », puis quelques secondes plus tard, je me rends compte que ce n'est pas lui. J'ai l'image de mon père qui reste dans ma tête ». Rongé de culpabilité, le jeune Syrien se considère comme « l'unique responsable de la disparition de [son] père et [vit] très mal la situation ». Pendant les semaines qui suivent le naufrage, il refuse de voir un médecin pour soigner ses brûlures ou de consulter un psychologue : « Ma priorité, c'est retrouver mon père ».

Les naufrages s'enchaînent et laissent des séquelles

Au moins soixante-douze exilés ont perdu la vie en tentant de rejoindre l'Angleterre par la mer cette année, [faisant de 2024 l'année la plus meurtrière](#) à cette frontière depuis vingt-cinq ans. Plus d'une vingtaine de personnes sont également portées disparues. Les naufrages meurtriers se sont succédé ces derniers mois sur le littoral et les associations sur le terrain, confrontées directement à ces événements tragiques, font le constat de manquements criants dans la prise en charge des rescapés au-delà du sauvetage.

« Un naufrage, même meurtrier, n'est pas forcément traumatisant en soi car chaque personne dispose de capacités de résilience qui lui sont propres », note Chloé Hannebouw, psychologue au sein de l'équipe de Médecins Sans Frontières (MSF) qui, depuis mai 2023, apporte un soutien médico-social et psychologique aux exilés à Calais. La professionnelle de santé ajoute toutefois que « la confrontation à la mort, que ça soit notre propre mort ou bien la mort de personnes autour de nous, peut constituer un événement tellement intense que le cerveau n'arrive pas à l'intégrer dans notre mémoire ».



Chloé Hannebouw, psychologue de MSF dans son bureau à Calais. Photo : Valentina Camu

Le souvenir devient alors « traumatique », explique la psychologue, « il fait effraction dans la mémoire et ne peut être ajouté aux souvenirs classiques ». Ce mécanisme suscite très souvent un stress aigu chez la personne qui peut se retrouver à revivre des images de l'événement traumatique dans la journée ou sous la forme de cauchemars la nuit. Or, « les violences ou les traumatismes survenus au cours de l'exil ont déjà potentiellement fragilisé l'état psychique de la personne migrante, ajoute Chloé Hannebouw.

La prise en charge devrait donc être rapide, « dans les 24 à 72 heures après l'événement traumatique, pour éviter que le stress post-traumatique ne s'installe », note la psychologue. Une urgence qui demande des moyens, qui sont aujourd'hui loin d'être suffisants face à une situation humanitaire qui ne cesse de se dégrader.

Un dispositif inadapté

Le 3 septembre dernier, un naufrage au large du Cap Gris-Nez a coûté la vie à douze personnes (dix femmes et deux hommes), dont six mineures, toutes de nationalité érythréenne. Cinquante-trois exilés ont pu être sauvés grâce à l'intervention des secours, mais aucune prise en charge ne leur a été proposée à leur retour à terre. « Rien n'a été mis en place », s'indigne Feyrouz Lajili, coordinatrice pour MSF à Calais.

En cas d'événements violents impliquant de nombreux décès, une Cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP) peut intervenir en urgence auprès des victimes. C'est le cas, par exemple, après des attentats ou des catastrophes naturelles. Une CUMP avait été mobilisée après le naufrage du 24 novembre 2021, au large de Dunkerque, au cours duquel vingt-sept exilés sont morts et quatre ont disparu. Mais depuis cette date, plus rien, malgré les demandes répétées de MSF.

« Le lendemain du naufrage du 3 septembre, nous avons appelé la CUMP pour leur demander d'intervenir auprès des victimes, se rappelle Feyrouz Lajili. Ils ont d'abord temporisé, nous disant qu'ils devaient être sûrs d'avoir un nombre suffisant de personnes demandant des soins psychologiques avant d'intervenir », ajoute-t-elle.

C'est l'équipe de MSF qui a dû aller à la rencontre des survivants pour leur proposer des soins et les orienter au besoin vers le dispositif d'urgence. « On va sur les lieux de vie et on essaye d'aller vers les exilés pour comprendre qui est survivant du naufrage, expliquer ce qu'est la santé mentale. On peut aussi faire une discussion de groupe, pas forcément des consultations individuelles. Si on fait ça, ça fonctionne », détaille la coordinatrice de MSF.



Feyrouz Lajili, coordinatrice pour MSF à Calais. Photo : Valentina Camu

Quinze survivants expriment alors une demande de soutien psychologique à MSF, qui en informe la CUMP. Mais celle-ci décide finalement de ne pas intervenir. « Elle nous informe simplement qu'une équipe mobile se tiendra à disposition le lendemain à la permanence d'accès aux soins de santé (PASS) de l'hôpital de Calais, explique Feyrouz Lajili. Le problème, c'est que ni l'équipe mobile, ni la psychologue de la PASS n'avaient été prévenues par la CUMP. Résultat : les survivants n'ont pas été pris en charge ».

Face à cette situation, MSF a sonné l'alerte mi-septembre. Dans une lettre adressée à l'Agence régionale de santé (ARS) et à la préfecture du Pas-de-Calais, l'ONG appelle à renforcer les moyens de prise en charge d'urgence après les naufrages, ainsi que les dispositifs de mise à l'abri et de déploiement d'interprètes et de médiateurs.

Interrogée par Mediacités à ce sujet, l'ARS répond que l'intervention de la CUMP après un naufrage est « rendue inopérante par la nature des faits, avec une dispersion très rapide des personnes impliquées dans le naufrage ». Si elle affirme répondre « à chaque sollicitation », elle reconnaît ne pas « pouvoir agir concrètement et suffisamment », car les exilés « déclinent la proposition d'une prise en charge ».

Suite à cette interpellation, la PASS a mis en place une permanence – un jour fixe par semaine – pour recevoir les rescapés de naufrages. Feyrouz Lajili regrette une réponse peu adaptée et qui attire peu de patients, alors que les incidents en mer se multiplient. Elle pointe aussi l'absence d'informations mises à disposition des exilés concernant cet accueil psychologique : Résultat : « Une fois de plus, c'est à nous de prévenir les rescapés, s'exaspère la coordinatrice de MSF. On ne sait pas combien de personnes vont y aller mais j'ai peur qu'on nous dise ensuite : « Personne ne vient donc qu'il n'y a pas de besoins » ».

Des conditions de vie qui fragilisent la santé mentale

Ces dysfonctionnements dans la prise en charge des naufragés surviennent par ailleurs dans un contexte où les exilés font face à une extrême précarité quotidienne et à l'expulsion quasi systématique de leurs campements. Le lendemain du naufrage du 3 septembre, le campement surnommé « BMX », situé dans la zone industrielle Marcel Doret à Calais, dans lequel vivaient des rescapés, a été évacué par les forces de l'ordre.

« Les cent cinquante personnes qui y vivaient ont tout perdu : tentes, bâches, couvertures, ustensiles de cuisine, ainsi que la possibilité d'un espace familial, où elles pouvaient savoir quels proches manquaient à l'appel », ont dénoncé un collectif d'associations de soutien aux exilés dans une [tribune parue dans *Le Monde*](#) le 16 septembre.

Dans le [seul mois de septembre 2024](#), à Calais, l'association Human rights observers (HRO) a recensé au moins cinquante-cinq expulsions de campements par les forces de l'ordre et la confiscation d'au moins cent quatre-vingt-trois tentes. « Le stress du quotidien fragilise l'appareil psychique, analyse Chloé Hannebouw de MSF, une personne en situation de survie doit se déplacer, répondre à ses besoins primaires, tout en risquant à tout moment de se faire arrêter ou violenter : tout cela augmente le niveau de stress, les troubles du sommeil, l'anxiété et l'épuisement, qui peut mener vers des symptômes dépressifs ».



Lors d'une expulsion du campement « BMX », situé dans la zone industrielle Marcel Doret, à Calais. Photo : Valentina Camu

Rencontré sur un campement au sud de Calais, alors que la police procédait à son expulsion, Moïse, un exilé érythréen, observe, las et impuissant, cette scène qui fait partie de son quotidien depuis des semaines. Alors qu'un escadron de CRS s'approche du lieu de vie, une vingtaine de migrants quittent les lieux, des sacs en plastique pour seules affaires, tandis que d'autres déplacent leurs tentes de quelques mètres pour éviter qu'elles soient saisies par les CRS. Celles qui restent sur place finissent dans une grande benne à ordures.

« Quand la police vient, ils prennent nos affaires. Ils ont déjà pris ma tente, demain il va pleuvoir, on ne sait pas où on va dormir. Je vais faire quoi aujourd'hui ? Je reste là, il pleut, il fait froid, on n'a rien à faire. On reste là », soupire-t-il.

La politique « zéro point de fixation » déployée par les autorités françaises a un impact significatif sur la santé mentale des exilés, juge pour sa part la psychologue. « J'ai eu plusieurs patients qui ont décompensé, avec des symptômes psychotiques, des délires, des hallucinations. Ils perdent espoir, sont épuisés et sont juste dans la survie au jour le jour. » Les décompensations, qui font aussi perdre tout repère dans l'espace et le temps, marginalisent d'autant plus les exilés, qu'elles les isolent des soins et de l'aide humanitaire.

Face aux drames vécus en mer et aux difficultés de la survie sur terre, des lieux solidaires s'organisent pour accueillir les exilés. Gérées par des associations ou des citoyens, ces maisons offrent un toit, du repos et parfois un accompagnement social ou administratif. Ce répit, Osama l'a trouvé à la maison Margelle, à Calais.

« Ce qui me fait tenir, c'est le soutien que je reçois de la part des bénévoles et des habitants de la Margelle, ainsi que de mon ami, Firas », remercie Osama. Derrière lui, le mur du salon est tapissé de dessins d'adultes ou d'enfants passés par cette maison. Des drapeaux de l'Afghanistan ou de l'Irak se mêlent à des portraits ou des scènes de vie quotidienne. Osama, lui, a dessiné un oiseau qui s'envole. « Le fait qu'il existe encore un espoir qu'on retrouve mon père vivant m'aide aussi à ne pas sombrer », souffle-t-il.

** Prénom d'emprunt*